

<http://collectiflieuxcommuns.fr/?250-la-recherche-comme-on-l-aimerait>



La recherche comme on l'aimerait

- Documents extérieurs - Idéologies, mythes et fausses subversions - Mirages de la technoscience -



Date de mise en ligne : dimanche 27 septembre 2009

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

Source : <http://jacques.testart.free.fr/inde...>

La recherche comme on l'aimerait

Par Jacques Testard

le mercredi 20 mai 2009, *In Viv(r)e la gratuité, collectif dirigé par Paul Ariès, 125-130,ed. Golias, 2009*

La plupart des activités de « service public » (poste, transports en commun, enseignement, etc...) sont directement vouées à proposer des services au public tandis que la recherche scientifique s'investit essentiellement dans la production (d'idées, de concepts et surtout d'inventions et innovations). Aussi l'interface avec la population n'arrive qu'à l'issue de la recherche elle-même et elle est le plus souvent prise en charge par des agents commerciaux. Pourtant l'activité de recherche ayant une fonction déterminante dans la société (1), son rapport à la gratuité est de grande importance. Pourvu de reconnaître, bien sûr, qu'il est possible et souhaitable de continuer d'inventer des artifices pour vivre plus heureux, sans que cela contribue à la croissance, à la pollution ou à l'aliénation. La terre ne fut pas donnée à l'homme comme un paradis, et s'il a été obligé de ramer longtemps pour la rendre vivable, rien ne nous permet de croire que le meilleur est déjà disponible et qu'il ne suffirait plus que de se débarrasser du pire. C'est pourquoi la recherche est une activité d'avenir, mais selon quelles règles du jeu ?

Nul ne conteste la recherche qui ambitionne de mieux comprendre le monde, et c'est plutôt la pression de l'économie de marché qui dévie les chercheurs de cette voie royale qu'on appelle « la Science ». Cette recherche cognitive (dite aussi « fondamentale »), théoriquement indépendante des intérêts privés, n'est ambitieuse que de comprendre la complexité du monde et se trouve ainsi porteuse de valeurs civilisatrices (le savoir, la culture) en même temps qu'elle nourrit la recherche finalisée. De façon éloquent la recherche cognitive est parfois qualifiée de recherche « gratuite », comme si l'enrichissement de l'esprit ne relevait pas d'un gain. En fait c'est le caractère utilitaire (mais pas toujours mercantile) qui caractérise la recherche réelle, celle qu'on doit nommer « finalisée » parce qu'elle vise des finalités pratiques, le plus souvent technologiques (cibles fréquentes des écologistes et objecteurs de croissance). S'il n'existe pas de recherches gratuites, il en existe bien peu qui échappent à l'utilité, parce qu'elles ne concernent « que » la littérature, l'art, l'anthropologie, l'archéologie, ... Même les travaux de psychologie ou de sociologie sont le plus souvent impulsés parce que le pouvoir en espère une gouvernance plus efficace des sociétés. Dans le cas des sciences « dures », certains argumentent que la gratuité règne sur les travaux de mathématiques ou de physique théorique, mais c'est peut-être seulement parce qu'on ignore encore de quelle façon et avec quel impact leurs résultats pourraient rencontrer l'utilité... Imagine t-on que les gouvernements des pays capitalistes auraient investi 6,5 milliards d'euros dans l'accélérateur du CERN seulement pour combler leur angoisse d'ignorer encore les origines de l'univers ?

La pudeur des physiciens n'atteint pas les chercheurs en sciences du vivant, lesquels ne dissimulent pas leur projet de « maîtrise de la nature ». Ce n'est d'ailleurs qu'en arguant de l'utilité de leurs travaux qu'ils peuvent obtenir les moyens pour les réaliser, moyens provenant d'institutions publiques, d'industriels, ou du secteur caritatif. Sur ce point il faut préciser que le « don » à la recherche est souvent motivé par l'espoir du contre don escompté grâce aux résultats, en particulier dans le domaine de la santé. Ainsi le soutien au « progrès » peut défendre des intérêts étrangers à la majorité de la population, et même contredire l'intérêt commun. Par exemple, l'AFM et son Téléthon qui privilégie des thérapies (encore hypothétiques) contre des maladies affectant quelques milliers d'occidentaux pousse à mobiliser des moyens publics bien supérieurs à ceux procurés par la « générosité » des téléspectateurs

(Voir l'article Thérapie génique : la grande illusion), et cannibalise ainsi l'effort qu'on aurait pu attribuer à des affections massives, comme le paludisme qui tue près de 3 millions de personnes chaque année. Dans l'ensemble des pays du G8, environ 40 % des budgets publics de recherche-développement sont consacrés à des objectifs de puissance (la défense et l'espace) et des portions congrues sont réservées aux buts plus proches des aspirations citoyennes : 15 % à la médecine et à la biologie, 4 % à l'énergie et 1,4 % à la protection de l'environnement (chiffres de 2001).

Les organismes publics de recherche exigent des chercheurs non seulement qu'ils soient compétents, ce qui est légitime, mais aussi qu'ils collaborent avec les industriels, ce qui nie la gratuité, et enfin qu'ils soient « compétitifs », objectif obscène qui annule toute velléité civilisatrice de la recherche. Comme si le fait, par exemple, qu'on pourrait découvrir un vaccin contre le sida, grâce à une véritable collaboration non compétitive entre les laboratoires internationaux, importait moins pour chaque institution que l'objectif de valorisation scientifique et commerciale des productions de ses propres labos. Sans omettre que, pour honorer les engagements et sous la pression d'un nécessaire refinancement, la recherche financée par contrat incite à la fraude scientifique au moment où le contrat s'achève. Perversion si répandue qu'une loi chinoise (pourquoi seulement en Chine ?) autorise désormais les chercheurs à ne pas trouver !

Même pour qui croît encore au bien fondé de l'impératif de croissance économique, malgré les drames humains et écologiques qu'elle génère, il devrait être évident que la recherche ne doit pas demeurer confisquée par les intérêts de minorités et qu'il faut en finir avec la conception d'une recherche- marchandise à produire sur le marché mondial, avec la bénédiction de l'OMC. Car le système économique canalise l'énergie créatrice vers des innovations à fort rendement financier (ou militaire) presque toujours déconnectées des besoins réels et sans souci des nuisances qu'elles provoqueront. Au contraire, la recherche à but non marchand pourrait augmenter la capacité collective de nos sociétés à produire des connaissances libres, à élaborer une expertise publique indépendante et à développer des innovations d'intérêt général (logiciel libre, santé publique au Sud, santé environnementale au nord, agriculture durable, épanouissement solidaire...) et des recherches interdisciplinaires autour de la transition de nos modes de vie vers la durabilité... Sans omettre une politique de propriété intellectuelle en faveur de la « science ouverte » par exclusion du vivant et des savoirs du champ du brevet, par la transition des journaux scientifiques vers des publications d'accès ouvert et gratuit...

Pour que la recherche se comporte comme un service public, il faut qu'elle mette ses moyens au bénéfice de ceux pour qui elle prétend oeuvrer plutôt qu'à la disposition du capital industriel et boursier, ou d'ambitions individuelles. Et qu'elle n'oublie pas les besoins spécifiques des plus nécessiteux, ceux du Sud... Toutes ces évidences n'ont aucune chance de se réaliser tant que les citoyens ne sont pas impliqués dans les choix et les activités de la recherche. Une telle implication permettrait qu'une part du budget public soit dévolue à la recherche cognitive, les chercheurs eux-mêmes étant fondés à la répartir, tandis qu'une autre part, celle destinée à la recherche finalisée, prendrait en compte les priorités définies par des citoyens réellement informés. Ainsi le vote du budget de la recherche par les parlementaires serait précédé de processus réellement participatifs, types conférences de citoyens qui placent des gens ordinaires en situation d'intelligence et de responsabilité, les élus étant tenus de prendre en compte ces avis éclairés (Voir l'article Les citoyens au pouvoir). La recherche privée aussi devrait relever d'une évaluation en amont puisqu'il est difficile de résister à une innovation quand elle est déjà sur le marché. Et si ces exigences légitimes empêchent de chercher partout où cela peut rapporter, tant mieux ! Car la recherche doit tenir compte des besoins réels des populations mais aussi des besoins des générations futures, objectif crucial dans une période où tout va bouger très vite (environnement, habitat, ressources énergétiques, ...). Dans ce contexte la société devra se redéfinir (solidarité, frugalité, partage des outils, autonomie, délocalisation,...) selon des critères qui échappent à la science moléculaire... et inventer des technologies recourant aux ressources renouvelables et adaptées à l'autonomisation locale.

Mais on peut aussi considérer que la recherche n'est pas l'affaire des seuls chercheurs professionnels puisque c'est un véritable privilège que de créer des savoirs inédits, mission parmi les plus nobles de l'humanité. En quoi certains

d'entre les humains pourraient s'estimer les uniques détenteurs de tels privilèges surtout quand le chercheur, super technicien qui succède au savant un peu mythique, démontre rarement des qualités qui en feraient un être d'exception ? Il ne s'agit pas de prétendre que n'importe qui, pris au hasard, ferait un bon chercheur, mais de reconnaître que bien des citoyens aspirent au partage des connaissances acquises et démontrent de réelles qualités de chercheur. Ainsi, écrit JM Lévy-Leblond « Tout membre actif d'une société technoscientifique comme la nôtre est amené à développer un niveau d'expertise élevé et multiple. La plupart des gens ont dans nombre de domaines diverses compétences fort complexes, même si elles ne sont pas toujours reconnues socialement ». C'est ainsi qu'Internet concurrence les institutions traditionnelles du savoir (école, musées, médias), que des malades élaborent avec les chercheurs des protocoles d'essais thérapeutiques, que le logiciel libre invente une technologie en marge des firmes et des universités, et que de simples paysans ou citoyens deviennent des acteurs reconnus de la gestion de la biodiversité ... A côté de la recherche publique et du secteur privé, émerge ainsi un tiers secteur de la recherche associative, capable d'expertise et d'innovation coopérative.

Par leurs conséquences sociales et écologiques, les sciences et les techniques, qui sont avant tout oeuvre humaine, constituent un élément majeur du renouveau nécessaire de la démocratie et du contrat social. La recherche doit cesser de cautionner la course en avant, de l'activer, de lui inventer de nouvelles voies car l'issue de la course c'est le mur !

L'urgence est d'arrêter les utopies tristes (OGM, nucléaire, nanotechnologies,...) qui ne servent que des intérêts fugaces et sont souvent criminelles en ruinant la suite du monde. Osons les utopies libératrices que seul le peuple est capable d'inventer ! Gratuit se dit aussi gracieux : à quand une science gracieuse ?

(1) Voir : Labo-Planète. Comment 2030 se prépare sans les citoyens. Fondation sciences citoyennes, Ed Mille et une nuits, 2009